

JEUNES ENTREPRENEURS

Sellal annonce un rééchelonnement des crédits contractés

Comme une promesse électorale, à la veille d'un scrutin législatif crucial, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a promis hier un rééchelonnement du remboursement des crédits contractés par les jeunes entrepreneurs pour résoudre leurs problèmes en termes de liquidités.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Nous n'allons pas vous donner de l'argent, nous allons juste vous aider à rapporter de l'argent par vous-mêmes», a toutefois nuancé Sellal sous une salve d'applaudissements de «jeunes entrepreneurs» qui n'en demandaient pas plus.

Le montant des crédits accordés aux jeunes entrepreneurs s'élèverait, selon Sellal, à 681 milliards de DA. Sur ce montant 19% n'ont pas encore été remboursés, a précisé M. Sellal. L'Etat, affirme Sellal, continuera d'apporter son aide aux porteurs de projets et de renforcer les capacités des petites entreprises notamment celles activant dans les secteurs à haute valeur ajoutée ou ceux s'inscrivant dans la chaîne de valeur mondiale à l'instar des technologies de l'information et de la communication, de l'industrie mécanique et l'agro-alimen-

taire, a souligné Sellal dans son allocution à l'ouverture hier à l'Ecole d'hôtellerie d'Aïn Benian des Assises placées sous le slogan de «Les petites entreprises, un outil de diversification et de développement de l'économie nationale».

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a annoncé de nouvelles mesures en faveur des jeunes entrepreneurs désirant investir dans les activités de production. «Nous allons prendre de nouvelles mesures pour tous les jeunes désirant investir dans des domaines producteurs qui couvrent les besoins du marché national», a déclaré Sellal à l'occasion de ce forum s'apparentant davantage à une grand-messe aux relents de campagne électorale : portraits du président de la République, des participants munis de l'emblème national et un standing-ovation à chaque

annonce du Premier ministre. Visiblement, les jeunes entrepreneurs étaient conquis par le discours de Sellal. Ce dernier a d'ailleurs poursuivi : «Nous devons aller vers le bon sens», c'est-à-dire «produire tout ce qui est importé ici en Algérie.» Et d'ajouter sur le même ton que la volonté du gouvernement est d'orienter les futures micro-entreprises vers la production pour couvrir nos besoins.

Le Premier ministre a, en outre, estimé que les PME/PMI sont un «axe important» de la politique de diversification à laquelle aspire le pays suite à l'effondrement des cours du pétrole.

A en croire Sellal, les PME-PMI créées à travers les différents dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes, selon ses estimations, ont créé 2 millions d'emplois. Il a indiqué que 190 000 PME ont été créées par des diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

M. Sellal a exhorté les jeunes à investir dans les services qui coûtent cher à l'Etat, de l'ordre de 10 milliards de dollars annuellement. Il enregistre



Photo : NewPress

Sellal annonce de nouvelles mesures en faveur des jeunes entrepreneurs.

non sans satisfaction que davantage de projets sont dédiés à l'agriculture (35% des projets), les services avec une augmentation de (+20%) et l'industrie (+14%). De son côté, le ministre du Travail et de l'Emploi,

Mohamed El Ghazi, a appelé les jeunes entrepreneurs à ne pas céder aux appels visant à remettre en question l'efficacité des dispositifs d'emploi.

Y. D.

PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Vers la suppression des subventions

Selon l'évolution des prix mondiaux, le différentiel pris en charge par l'Etat pour les produits de première nécessité, coûte au Trésor public entre 2,5 et 3 milliards de dollars par an, soit 3 à 5% de la rente pétrolière.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Si les experts, dont le D^r Abderrahmane Mebtoul, tirent la sonnette d'alarme quant à la gestion surannée des subventions, l'Etat reste muré dans le silence et maintient les subventions en 2017, pour éviter les remous sociaux.

Le spécialiste, dans un article paru dans le journal *Le Maghreb*, a déclaré que «l'Etat ne doit pas omettre la chute du cours des hydrocarbures et s'adresser directement aux plus démunis». Dans ce contexte, Andrew Jewell, économiste principal au FMI, estime que «des transferts monétaires ciblés se révéleraient plus efficaces pour protéger les pauvres et moins onéreux que les subventions actuelles». Il faudrait souligner que la subvention indirecte profite beaucoup plus à la classe moyenne et aisée qu'à celle des plus démunis.

En effet, en septembre dernier, les services du Fonds monétaire international (FMI) ont recommandé à l'Algérie de remplacer progressivement les subventions généralisées par un programme de transfert monétaire qui ciblerait les familles les plus démunies. Ce programme, selon l'expert, reviendrait nettement moins cher à l'Etat et mettrait les pauvres à l'abri.

Dans ce cas, l'Etat doit avoir recours à la société civile et se faire aider par le réseau associatif. Ce programme a été adopté par l'Iran, deuxième économie, après l'Arabie Saoudite, dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Quand bien même l'Iran, deuxième pays producteur de gaz naturel et quatrième quant à ses réserves de pétrole prouvées, son programme repose non seulement sur le secteur gazier, mais également sur l'agriculture, les services et se caractérise par une présence notable de l'Etat dans l'industrie manufacturière et les services financiers, le rapport de la Banque mondiale, datant du 30 septembre 2016, déclare que le gouvernement iranien a mis

en œuvre des réformes en profondeur de son programme de subventions sur des articles de première nécessité, comme les produits pétroliers, l'eau, l'électricité et le pain, ce qui s'est traduit par une amélioration progressive de l'efficacité de la dépense publique et de l'activité économique.

Le dispositif de subventions directes dont le coût avoisinait les 77,2 milliards de dollars, estimé à 27% du PIB, en 2007-2008. Des chiffres atténués par le programme de transferts monétaires directs aux ménages iraniens, ce qui a valu la réduction, à travers la hausse des prix pétroliers intérieurs, du déficit de l'organisation des subventions ciblées, estimé à 0,3% du PIB, en 2015.

Si les produits de large consommation coûtent à l'Etat algérien 277 milliards de dollars, les assainissements répétés aux entreprises

publiques ont coûté 60 milliards de dollars au Trésor public, entre 1971 et 2015, sans parler des exonérations fiscales accordées par les organismes d'investissement comme l'Ansej et les entreprises étrangères qui reviennent à des dizaines de milliards de dinars.

Quant aux augmentations des produits énergétiques, Andrew Jewell relève que malgré la hausse de l'essence algérienne marquée à 34%, elle reste légèrement plus chère que l'eau et figure parmi les moins chères au monde. Si l'Algérie exporte son pétrole aux prix des marchés internationaux, elle est devenue importatrice des produits raffinés au prix de 2 milliards de dollars, entre 2014 et 2015, pour le mettre sur le marché national à un prix plafonné.

Il en est pareil pour l'eau dont le prix de revient atteint les 69 DA le mètre cube, alors

que le prix facturé aux consommateurs varie, selon les volumes consommés entre 16,20 et 24,70 DA le mètre cube, pour les usages industriels et entre 3,60 et 24,70 pour les usages domestiques, soit, une différence allant entre 34 et 53 DA que le Trésor public paye au mètre cube.

Pour passer de la subvention indirecte à la subvention directe, les propositions des spécialistes et économistes fusent, seulement, jusqu'au jour d'aujourd'hui, aucun n'a présenté ne serait-ce un semblant de schéma à suivre, pour établir ce nouveau programme, ni chiffres comparatifs. Au final, aucune proposition n'a été faite dans ce sens et personne ne sait si ce nouveau programme va aider le Trésor public à véritablement redresser l'économie.

M. A.-S.

APRÈS QUATRE MOIS DE CONTESTATION

Les étudiants en chirurgie dentaire suspendent leur grève

Les étudiants en chirurgie dentaire ont décidé de suspendre leur mouvement de grève entamé depuis le mois de novembre dernier. Les activités pédagogiques vont être reprises avec un calendrier de rattrapage.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les étudiants en chirurgie dentaire viennent de mettre fin à une lutte qui a perduré depuis deux trimestres. Ont-ils eu gain de cause ? Aïssa Maïche, membre de la

Coordination nationale des étudiants en chirurgie dentaire, avoue que le problème n'est pas encore définitivement réglé. «Il n'y a eu que des engagements pour l'instant, mais la coordination nationale a décidé de suspendre la grève, nous allons nous réunir imminemment pour annoncer la décision de la reprise, d'ailleurs quelques départements ont déjà repris l'activité

pédagogique», affirme cet étudiant qui souligne que le défi actuel c'est de trouver comment rattraper les cours.

En effet, seules trois semaines de cours, début novembre, ont été dispensées avant que les étudiants de ce département, ainsi que ceux des départements de pharmacie ne décident d'entamer un mouvement de grève illimité pour demander une meilleure formation. Depuis, plusieurs rassemblements et des marches ont été organisés dans plusieurs wilayas.

Devant le silence des pouvoirs publics, les étudiants ont

décidé de radicaliser leur action en entamant une grève de la faim en ce mois de mars. Leur cri de détresse a été entendu.

Quelques jours plus tard, le ministère de l'Enseignement supérieur réagit. Jeudi dernier, il a appelé les étudiants en pharmacie et médecine dentaire à reprendre les cours dans les plus brefs délais «afin de sauver l'année universitaire et éviter une année blanche».

Le département de Tahar Hadjar a souligné qu'un «calendrier sera arrêté pour la prise en charge de ces revendications conformément à la feuille de route et aux mécanismes convenus avec les représentants des étudiants des deux filières, à l'issue de la série de rencontres tenues avec les représentants du ministère de l'Enseignement

supérieur». D'ailleurs, lundi dernier, les étudiants en grève ont été conviés à une réunion de travail au ministère de l'Enseignement supérieur en présence des cadres des ministères de la Santé et de la Fonction publique pour trouver des solutions aux problèmes soulevés par les protestataires. Ce jour-là, les étudiants ont décidé de suspendre leur grève de la faim tout en maintenant l'arrêt des activités pédagogiques.

Les grévistes ont finalement décidé aussi de la reprise des cours. Le spectre d'une année blanche, estime le représentant des étudiants, est très loin.

Le rattrapage des cours non dispensés pendant les deux premiers trimestres est encore possible, selon lui.

S. A.